

Cote du document: EB 2020/131(R)/R.8/Add.1  
Point de l'ordre du jour: 5 a) ii) a)  
Date: 20 novembre 2020  
Distribution: Publique  
Original: Français

**F**



Investir dans les populations rurales

## Rapport du Président

### Proposition de prêts et dons au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette

### Pays du G5 Sahel et République du Sénégal

### Programme conjoint Sahel en réponse aux défis COVID-19, conflits et changements climatiques (SD3C)

Numéro des projets:  
2000003358 (Sénégal), 2000003359 (Burkina Faso),  
2000003360 (Tchad), 2000003361 (Niger),  
2000003362 (Mali), 2000003370 (Mauritanie)

## Additif

#### Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

##### Responsables:

##### Questions techniques:

##### **Nadine Gbossa**

Directrice régionale par intérim  
Division Afrique de l'Ouest et du Centre  
téléphone: +39 06 5459 2388  
courriel: n.gbossa@ifad.org

##### **Benoit Thierry**

Directeur du Bureau sous-régional de l'Afrique de l'Ouest et Directeur de pays pour le Sénégal (Chef de la formulation)  
téléphone: + 221 77 450 94 58  
courriel: b.thierry@ifad.org

##### **Ann Turinayo, Jean Pascal Kabore, Haoua Sienta, Jacob Tuborgh, Valentine Achancho**

Directeurs et Directrices des pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad)  
courriels: a.turinayo@ifad.org; p.kabore@ifad.org; h.sienta@ifad.org; j.tuborgh@ifad.org; v.achancho@ifad.org

##### Transmission des documents:

##### **Deirdre Mc Grenra**

Cheffe  
Gouvernance institutionnelle et relations avec les États membres  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trente et unième session  
Rome, 7-9 décembre 2020

---

Pour: **Approbation**

# Programme conjoint Sahel en réponse aux défis COVID-19, conflits et changements climatiques (SD3C)

## Additif

L'attention du Conseil d'administration est appelée sur les ajouts et modifications ci-après à apporter au rapport du Président "Programme conjoint Sahel en réponse aux défis COVID-19, conflits et changements climatiques (SD3C)" (EB 2020/131(R)/R.8). Pour plus de clarté, les ajouts apparaissent en caractères gras et le texte barré correspond aux suppressions.

Comme suite aux négociations tenues avec les Gouvernements du Burkina Faso, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Tchad et à celle tenue avec le Secrétariat exécutif du G5 Sahel au sujet du don régional, les montants des financements sont exprimés en EUR.

Par conséquent, à la page v, le résumé du financement est modifié comme suit:

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteurs/bénéficiaires:</b>	Burkina Faso et Républiques du: Mali Niger Sénégal Tchad N.B.: Les informations sur la Mauritanie suivront dès que les fonds seront disponibles.
<b>Organismes d'exécution:</b>	Ministères en charge de l'agriculture
<b>Bénéficiaire du don régional:</b>	Secrétariat exécutif du G5 Sahel
<b>Coût total du programme:</b>	<b>Environ 158,2 millions d'EUR (équivalent approximativement à 180,4 millions d'USD)</b>
<b>Montant des prêts du FIDA (FIDA11):</b>	
Burkina Faso (100% à des conditions particulièrement favorables)	<b>1,09 million d'EUR (équivalent approximativement à 1,24 million d'USD)</b>
Mali (73% à des conditions particulièrement favorables)	<b>15,15 millions d'EUR (équivalent approximativement à 17,29 millions d'USD)</b>
Niger (73% à des conditions particulièrement favorables)	<b>3,20 millions d'EUR (équivalent approximativement à 3,65 millions d'USD)</b>
Sénégal (100% à des conditions particulièrement favorables)	<b>5,70 millions d'EUR (équivalent approximativement à 6,50 millions d'USD)</b>
Tchad (20% à des conditions particulièrement favorables)	<b>0,88 million d'EUR (équivalent approximativement à 1 million d'USD)</b>
N.B.: Les informations sur la Mauritanie suivront dès que les fonds seront disponibles.	
<b>Conditions des prêts du FIDA:</b>	Prêts à des conditions particulièrement favorables
<b>Montant des dons du FIDA au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (FIDA11):</b>	
Mali (27%)	<b>5,61 millions d'EUR (équivalent approximativement à 6,40 millions d'USD)</b>

Niger (27%)	<b>1,19 million d'EUR (équivalent approximativement à 1,35 million d'USD)</b>
Tchad (80%)	<b>3,51 millions d'EUR (équivalent approximativement à 4 millions d'USD)</b>

N.B.: Les informations sur la Mauritanie suivront dès que les fonds seront disponibles.

<b>Montant du don régional en faveur du Secrétariat exécutif du G5 Sahel:</b>	<b>1,71 million d'EUR (équivalent approximativement à 2 millions d'USD)</b>
<b>Cofinanceur:</b>	Fonds vert pour le climat
<b>Montant du cofinancement:</b>	<b>62,6 millions d'EUR (équivalent approximativement à 71,37 millions d'USD)</b>
<b>Conditions du cofinancement:</b>	Financement parallèle
<b>Contribution des emprunteurs/ bénéficiaires:</b>	n.d. (voir paragraphe 50)
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	n.d.
Déficit de financement:	<b>57,5 millions d'EUR (équivalent approximativement à 65,6 millions d'USD)</b>
<b>Montant du financement du FIDA (action climatique):</b>	15,53 millions d'USD sur les fonds FIDA11 pour les pays suivants: Burkina Faso, Mali, Tchad
<b>Institutions coopérantes:</b>	FIDA Institutions en charge de la mise en œuvre du programme: FAO, PAM Institution en charge de la mise en œuvre du don régional: Secrétariat exécutif du G5 Sahel

À la page 11, les paragraphes 46, 47 et 48 sont modifiés comme suit:

46. "Les coûts totaux du programme, sur une période de six ans, y compris les provisions pour imprévus physiques et pour hausse des prix, le financement de 2 millions d'USD du don régional susmentionné et le financement parallèle du FVC, s'élèvent **environ à 158,2 millions d'EUR, équivalent approximativement à 180,4 millions d'USD.**
47. Les coûts par composante se présentent comme suit: composante 1: Augmentation de la productivité et de la production: **62,1 millions d'EUR, équivalent approximativement à 70,8 millions d'USD, soit 39,2% du coût total;** composante 2: Intégration économique: **22,8 millions d'EUR, équivalent approximativement à 26,0 millions d'USD, soit 14,4% du coût total;** composante 3: Concertation sur les politiques, coordination et gestion: **10,7 millions d'EUR, équivalent approximativement à 12,2 millions d'USD, soit 6,8% du coût total.** Le financement parallèle du FVC représente **62,6 millions d'EUR, équivalent approximativement à 71,4 millions d'USD, soit 39,6% du coût total.**
48. Les activités financées par le FIDA par pays sont prévues pour être exécutées en deux phases de trois ans, avec un coût total de la phase 1 estimé à **48,8 millions d'EUR, équivalent approximativement à 55,7 millions d'USD,** et celui de la phase 2 à **46,7 millions d'EUR, équivalent approximativement à 53,3 millions d'USD,** avec une possible répartition des fonds et du déficit de financement comme suit: "

À la page 11, au paragraphe 48, les chiffres du tableau sont modifiés en EUR comme suit, selon les montants arrondis des accords négociés:

	Phase 1				Phase 2				Total		
	FIDA11		DÉFICIT	Total	FIDA11		DÉFICIT	Total	FIDA11	DÉFICIT	Total
	Montant CSD	Montant prêt	Montant	Montant	Montant CSD	Montant prêt	Montant	Montant	Montant prêt+don	Montant	Montant
Burkina Faso	-	1 085	4 176	5 261	-	-	7 011	7 011	1 085	11 188	12 273
Mali	5 605	15 155	-	20 760	-	-	7 287	7 287	20 760	7 287	28 047
Mauritanie	-	-	5 259	5 259	-	-	5 259	5 259	0	10 517	10 517
Niger	1 185	3 200	876	5 261	-	-	12 270	12 270	4 385	13 146	17 531
Sénégal	-	5 700	-	5 700	-	-	8 326	8 326	5 700	8 326	14 026
Tchad	3 505	875	438	4 818	-	-	6 573	6 573	4 380	7 011	11 391
SE G5 Sahel	1 710	-	-	1 710	-	-	-	-	1 710	-	1 710
<b>Total</b>	<b>12 005</b>	<b>26 015</b>	<b>10 749</b>	<b>48 769</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>46 727</b>	<b>46 727</b>	<b>38 020</b>	<b>57 476</b>	<b>95 496</b>

Les montants indiqués sont en milliers d'EURUSD.

À la page 11, le paragraphe 49 est modifié comme suit:

"En conséquence, le déficit total de financement, qui s'élève environ à **57,5 millions d'EUR, équivalant approximativement à 65,6 millions d'USD**, peut éventuellement être couvert au titre des cycles ultérieurs du Système d'allocation fondé sur la performance (en vertu de conditions de financement à définir et sous réserve des procédures internes et de l'approbation ultérieure par le Conseil d'administration) et par des cofinancements à déterminer pendant l'exécution."

Aux pages 12, 13 et 14, les chiffres des tableaux 1, 2 et 3 sont modifiés en EUR comme suit:

Tableau 1  
**Coût FIDA par composante par pays, y compris le don régional et le financement parallèle FVC**  
(en milliers d'EURUSD)

Composante/sous-composante	Burkina Faso		Mali		Mauritanie		Niger		Sénégal		Tchad		Don régional-SE G5 Sahel		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Augmentation de la productivité et de la production																
Amélioration du capital productif et de la résilience	6 048,3	26,7	18 115,5	46,9	5 060,4	24,4	3 786,1	13,5	8 126,5	33,2	6 451,1	29,5	-	-	47 587,9	30,1
Renforcement des capacités et consolidation de la paix	1 766,8	7,8	4 233,6	11,0	2 128,6	10,3	3 916,3	14,0	1 608,5	6,6	820,3	3,7	-	-	14 474,1	9,2
Sous-total	7 815,1	34,5	22 349,0	57,8	7 188,9	34,6	7 702,4	27,5	9 735,0	39,7	7 271,3	33,2	-	-	62 061,9	39,2
2. Intégration économique																
Renforcement des marchés transfrontaliers	3 059,1	13,5	3 237,9	8,4	2 215,9	10,7	7 104,0	25,4	2 880,7	11,8	2 836,4	13,0	-	-	21 334,0	13,5
Sécurisation des transactions aux frontières	337,9	1,5	123,2	0,3	187,3	0,9	344,9	1,2	291,9	1,2	215,6	1,0	-	-	1 500,7	0,9
Sous-total	3 397,0	15,0	3 361,1	8,7	2 403,2	11,6	7 448,9	26,6	3 172,5	12,9	3 052,0	13,9	-	-	22 834,7	14,4
3. Concertation sur les politiques, coordination et gestion																
Concertation sur les politiques et coordination régionale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 754,0	-	1 754,0	-
Coordination et gestion par pays	1 065,9	4,7	2 353,8	6,1	931,7	4,5	2 388,7	8,5	1 124,5	4,6	1 077,7	4,9	-	-	8 942,3	5,7
Sous-total	1 065,9	4,7	2 353,8	6,1	931,7	4,5	2 388,7	8,5	1 124,5	4,6	1 077,7	4,9	1 754,0	100,0	10 696,3	6,8
Financement parallèle FVC	10 378,4	45,8	10 569,0	27,4	10 232,2	49,3	10 441,0	37,3	10 479,1	42,8	10 493,9	47,9	-	-	62 593,7	39,6
<b>TOTAL</b>	<b>22 656,4</b>	<b>100,0</b>	<b>38 633,0</b>	<b>100,0</b>	<b>20 756,2</b>	<b>100,0</b>	<b>27 980,9</b>	<b>100,0</b>	<b>24 511,1</b>	<b>100,0</b>	<b>21 894,9</b>	<b>100,0</b>	<b>1 754,0</b>	<b>100,0</b>	<b>158 186,6</b>	<b>100,0</b>

Tableau 2

**Coût FIDA par catégorie de dépenses par pays, y compris le don régional et sans le financement parallèle FVC**

(en milliers d'EURUSD)

Catégorie de dépenses	Burkina Faso		Mali		Mauritanie		Niger		Sénégal		Tchad		SE G5 Sahel		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>I. Coûts d'investissement</b>																
A. travaux/génie rural	984,3	8,0	1 497,9	5,3	480,7	4,6	4 301,9	24,5	866,2	6,2	2 397,7	21,0	-	-	10 528,8	11,0
B. véhicules	-	-	186,9	0,7	-	-	138,5	0,8	-	-	-	-	-	-	325,3	0,3
C. équipements et matériels	979,0	8,0	6 580,7	23,4	237,9	2,3	1 315,4	7,5	2 058,0	14,7	401,3	3,5	29,2	1,7	11 601,5	12,1
D. formations et ateliers	1 408,6	11,5	3 913,6	13,9	2 225,8	21,2	971,1	5,5	2 068,8	14,7	814,4	7,1	1 241,9	70,8	12 644,3	13,2
E. consultations	589,3	4,8	518,3	1,8	678,4	6,4	1 946,5	11,1	626,4	4,5	858,1	7,5	52,4	3,0	5 269,5	5,5
F. biens, services et intrants	2 273,1	18,5	566,2	2,0	537,7	5,1	718,1	4,1	1 847,2	13,2	2 042,2	17,9	46,7	2,7	8 031,1	8,4
G. dons et subventions	4 450,5	36,2	11 146,6	39,7	5 295,2	50,3	6 214,7	35,4	4 599,5	32,8	3 030,0	26,6	-	-	34 736,7	36,3
<b>Total coûts d'investissement</b>	<b>10 684,9</b>	<b>87,0</b>	<b>24 410,2</b>	<b>87,0</b>	<b>9 455,7</b>	<b>89,8</b>	<b>15 606,1</b>	<b>89,0</b>	<b>12 066,2</b>	<b>86,0</b>	<b>9 543,8</b>	<b>83,7</b>	<b>1 370,1</b>	<b>78,1</b>	<b>83 137,1</b>	<b>87,0</b>
<b>II. Dépenses récurrentes</b>																
A. salaires et indemnités	220,1	1,8	1 207,2	4,3	188,9	1,8	1 694,3	9,7	232,2	1,7	222,9	2,0	376,7	21,5	4 142,3	4,3
B. coûts de fonctionnement	1 372,9	11,2	2 446,7	8,7	879,4	8,4	239,5	1,4	1 733,6	12,4	1 634,3	14,3	7,2	0,4	8 313,6	8,7
<b>Total dépenses récurrentes</b>	<b>1 593,1</b>	<b>13,0</b>	<b>3 653,8</b>	<b>13,0</b>	<b>1 068,3</b>	<b>10,2</b>	<b>1 933,8</b>	<b>11,0</b>	<b>1 965,8</b>	<b>14,0</b>	<b>1 857,3</b>	<b>16,3</b>	<b>383,9</b>	<b>21,9</b>	<b>12 455,9</b>	<b>13,0</b>
<b>TOTAL coût du programme</b>	<b>12 278,0</b>	<b>100,0</b>	<b>28 064,0</b>	<b>100,0</b>	<b>10 524,0</b>	<b>100,0</b>	<b>17 540,0</b>	<b>100,0</b>	<b>14 032,0</b>	<b>100,0</b>	<b>11 401,0</b>	<b>100,0</b>	<b>1 754,0</b>	<b>100,0</b>	<b>95 593,0</b>	<b>100,0</b>

UN

Tableau 3

**Coût du programme par composante et sous-composante et par année sans financement parallèle du FVC**

(en milliers d'EURUSD)

Composante/sous-composante	Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Année 5		Année 6		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	(%)
1. Augmentation de la productivité et de la production														
Amélioration du capital productif et de la résilience	11 865,2	61,8	9 751,3	53,0	4 885,2	43,5	11 360,2	61,8	9 336,3	53,0	4 677,3	43,5	51 875,6	54,3
Renforcement des capacités et consolidation de la paix	2 684,6	14,0	2 674,0	14,5	2 022,0	18,0	2 570,3	14,0	2 560,1	14,5	1 935,9	18,0	14 446,9	15,1
Sous-total	14 549,8	75,7	12 425,2	67,6	6 907,3	61,5	13 930,5	75,7	11 896,4	67,6	6 613,2	61,5	66 322,4	69,4
2. Intégration économique														
Renforcement des marchés transfrontaliers	2 146,2	11,2	3 945,2	21,4	2 363,0	21,0	2 054,8	11,2	3 777,2	21,4	2 262,4	21,0	16 548,8	17,3
Sécurisation des transactions aux frontières	240,4	1,3	236,4	1,3	234,0	2,1	230,1	1,3	226,4	1,3	224,0	2,1	1 391,2	1,5
Sous-total	2 386,6	12,4	4 181,5	22,7	2 596,9	23,1	2 284,9	12,4	4 003,6	22,7	2 486,4	23,1	17 940,0	18,8
3. Concertation sur les politiques, coordination et gestion														
Concertation sur les politiques et coordination régionale	665,1	3,5	604,0	3,3	484,9	4,3	636,9	3,5	578,3	3,3	464,3	4,3	3 433,5	3,6
Coordination et gestion par pays	1 609,5	8,4	1 182,5	6,4	1 242,4	11,1	1 541,0	8,4	1 132,2	6,4	1 189,7	11,1	7 897,3	8,3
Sous-total	2 274,7	11,8	1 786,4	9,7	1 727,4	15,4	2 177,9	11,8	1 710,4	9,7	1 653,8	15,4	11 330,7	11,9
TOTAL	19 210,9	100,0	18 393,3	100,0	11 231,6	100,0	18 393,3	100,0	17 610,5	100,0	10 753,5	100,0	95 593,0	100,0
		20%		19%		12%		19%		18%		11%		100%

À la page 15, le paragraphe 50 est modifié comme suit:

"L'engagement du FIDA **sur les six années** via les allocations de pays et le don régional s'élève **environ à 80,2 millions d'EUR, équivalant approximativement à 91,4 millions d'USD (38 millions d'EUR, équivalant approximativement à 43,4 millions d'USD, pour la période couverte par FIDA11, et éventuellement environ 42,2 millions d'EUR équivalant approximativement à 48,1 millions d'USD, pour la période couverte par FIDA12 toujours sous approbation interne)**. Les ressources du FVC, d'un montant de **62,6 millions d'EUR, équivalant approximativement à 71,3 millions d'USD**, seront administrées sous forme de financement parallèle. Le déficit restant sera couvert par d'autres sources<sup>21</sup> qui seront déterminées ultérieurement. **Par ailleurs, en raison de l'approche innovante et complexe de ce programme, qui réunit les trois organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome et qui inclut une dimension régionale dans le financement de ses activités, il a été jugé impraticable d'obtenir des exonérations fiscales qui s'appliquent uniformément à tous les partenaires d'exécution et dans tous les pays participants. En effet, compte tenu de l'approche régionale du programme, les conditions d'exonération fiscale auraient créé des différences entre les pays et n'auraient pas pu être appliquées au don régional, lequel ne s'appuie pas sur une contrepartie nationale souveraine unique. Enfin, étant donné le caractère d'urgence de ce programme, la plupart des activités prévues relèvent de catégories, comme celle des dons et subventions, dont les exonérations fiscales ne sont normalement pas appliquées par le FIDA. Étant donné que la Banque mondiale finance des projets toutes taxes comprises dans les pays du projet, et sur la base d'une demande écrite reçue des gouvernements, compte tenu des motivations mentionnées ci-dessus, une contribution des contreparties nationales sous forme d'exonération de taxes et de droits de douane n'est pas prévue dans le cadre de ce programme."**

---

<sup>21</sup> Les coûts du projet n'intègrent pas de contributions des gouvernements étant donné l'approche régionale du programme, la prédominance des activités de reconstitution d'actifs par transfert d'argent et la provision de kits sous maîtrise d'ouvrage déléguée à la FAO et au PAM, non plus que les apports en nature du PAM et du FIDA qui seront précisés dans les accords nationaux respectifs.



À la page 17, le tableau 4 est modifié comme suit:

Tableau 4  
Risques et mesures d'atténuation (risques principaux, pour plus de détails voir en appendice)

<i>Catégories de risque</i>	<i>Risque inhérent</i>	<i>Risque résiduel</i>	<i>Mesures</i>
<p>Contexte national</p> <p><i>Les gouvernements peuvent considérer les investissements ruraux comme secondaires par rapport aux besoins militaires qui sont budgétisés pour assurer la sécurité dans les zones de conflit couvertes par le programme régional.</i></p>	Élevé	Modéré	<p><i>Les six gouvernements ont adressé une demande écrite spécifique au FIDA pour qu'il soutienne les investissements dans le développement socioéconomique de la population, et en particulier des jeunes, vivant dans les zones transfrontalières qui sont les plus touchées par les attaques terroristes en cours.</i></p>
<p>Stratégies et politiques sectorielles</p> <p><i>Les six pays peuvent ne pas accorder le même intérêt à l'investissement dans les zones transfrontalières et donner la priorité aux autres programmes urbains et ruraux à l'intérieur des terres.</i></p>	Modéré	Faible	<p><i>Le programme est aligné sur le programme d'investissement prioritaire (PIP) du G5 Sahel comme d'autres programmes en cours réussis (PATI, CAPI) qui forment un ensemble d'activités régionales complémentaires coordonnées au niveau du Secrétariat du G5 Sahel.</i></p>
<p>Contexte environnemental et climatique</p> <p><i>La région est extrêmement vulnérable aux changements climatiques. Le Sahel connaît des températures extrêmes, des précipitations variables et des sécheresses, ce qui met en péril la sécurité alimentaire et peut avoir un impact négatif sur la sécurité et les migrations.</i></p>	Élevé	Modéré	<p><i>Le programme lui-même est une réponse aux défis posés par le contexte environnemental et climatique. Des mesures d'adaptation et d'atténuation ont été définies avec un ensemble d'activités d'adaptation et d'atténuation qui seront affinées lors de la conception et contextualisées par pays.</i></p>
<p>Portée</p> <p><i>Les interventions deviennent moins adaptées aux besoins des populations dans les zones cibles.</i></p>	Faible	Faible	<p><i>Le programme soutient et renforce les interventions techniques existantes et éprouvées dont les principaux partenaires de mise en œuvre (PAM et FAO) sont familiers. Les mécanismes d'examen de la qualité existants (incluant des missions de supervision conjointes) au niveau national seront complétés par un mécanisme régional basé dans l'unité de liaison régionale. D'autres interventions régionales soutenues par le FIDA (FO4ACP, FARMTRAC) seront également mobilisées pour assurer les synergies et la pertinence des activités.</i></p>
<p>Gestion financière</p> <p><i>1) faibles capacités des ressources humaines dans la mise œuvre du programme;</i> <i>2) manque de coordination au niveau régional.</i></p>	Élevé	Substantiel	<p><i>1) la gestion du programme sera confiée au niveau national aux équipes de projets FIDA déjà actives dans les différents pays, ce qui réduira le délai de lancement des activités et permettra de capitaliser sur l'expérience de gestion de ces équipes;</i> <i>2) une unité de coordination régionale sera aussi créée afin de garantir une coordination des projets nationaux et un rapport financier consolidé au niveau du programme.</i></p>
<p>Passation des marchés</p> <p><i>La passation de marchés dans les zones de conflit est difficile et présente des risques élevés pour ce qui est de la livraison et de la qualité, et les cadres nationaux</i></p>	Élevé	Faible	<p><i>Dans le cadre des prêts du FIDA, la passation des marchés se fera conformément aux règles nationales et sous réserve de la non-objection du FIDA pour les</i></p>

<i>de passation de marchés peuvent ne pas être respectés.</i>			<i>activités du gouvernement. Quant aux activités du PAM et de la FAO, elles seront entreprises selon les règles du PAM/de la FAO et contrôlées régulièrement par des audits puisque les principaux contrats doivent être négociés directement avec les organismes d'exécution (FAO et PAM).</i>
Impact environnemental, social et climatique <i>Exclusion sociale des femmes et des jeunes en raison d'un accès limité à la terre, capture du programme par les élites.</i>	Élevé	Moyen	<i>Une stratégie de ciblage est élaborée ainsi qu'un plan d'action sur l'égalité femmes-hommes pour faire face à ces risques.</i>
<i>En raison des travaux d'infrastructures et des marchés régionaux, certaines populations pourraient être déplacées physiquement ou économiquement.</i>	Moyen	Moyen	<i>Au stade de la conception, ces mesures seront évaluées et intégrées dans le Cadre de gestion environnementale et sociale et dans l'Évaluation des impacts environnementaux et sociaux.</i>
Parties prenantes <i>Les diverses initiatives nationales diffèrent et manquent de cohésion régionale.</i>	Moyen	Faible	<i>Toutes les parties prenantes – gouvernements, organismes multilatéraux des Nations Unies, OSC, y compris les organisations agricoles – ont exprimé leur engagement et participent à la conception du programme. Des mécanismes de coordination réguliers aux niveaux national et régional permettront aux décideurs de saisir les défis et les réalisations mutuelles et d'agir en conséquence.</i>
<b>Fragilité et sécurité</b> <i>Les pays visés (à l'exception du Sénégal) sont confrontés à une situation de guerre, notamment dans leurs zones frontalières respectives, qui les place dans une situation de fragilité. Les attaques terroristes sont fréquentes et touchent souvent des cibles non militaires, notamment la population civile, en particulier dans les zones rurales éloignées. Le déplacement des populations crée un grand nombre de réfugiés internes et externes, dont l'extrême vulnérabilité économique est exacerbée par la pandémie de COVID-19.</i>	Élevé	Moyen	<i>L'unité de liaison régionale est basée au Secrétariat exécutif du G5 Sahel, pour assurer une bonne articulation avec les opérations de sécurité et faciliter la complémentarité entre les différentes interventions. Les partenaires d'exécution, le PAM et la FAO, ont développé un réseau d'ONG et d'acteurs non étatiques locaux, dont la proximité et la légitimité auprès des populations assurent une meilleure sécurité pour l'exécution des projets.</i>
Risque global	Élevé	Moyen	

À la page 24, au paragraphe 89, la recommandation est modifiée comme suit:

"DÉCIDE que le Fonds accordera:

au Burkina Faso un prêt, à des conditions particulièrement favorables, d'**un million quatre-vingt-cinq mille euros (1 085 000 EUR, équivalent approximativement à un million deux-cent trente-cinq mille dollars des États-Unis (1 235 000 USD)**, qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport;

à la République du Mali un prêt, à des conditions particulièrement favorables, de **quinze millions cent cinquante-cinq mille euros (15 155 000 EUR, équivalent approximativement à dix-sept millions deux-cent quatre-vingt-dix mille dollars des États-Unis (17 290 000 USD)**, et un don, au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette, de **cinq millions six cent cinq mille euros (5 605 000 EUR, équivalent approximativement à six millions trois-cent quatre-vingt-quinze mille dollars des États-Unis (6 395 000 USD)**, qui seront régis par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport;

à la République du Niger un prêt, à des conditions particulièrement favorables, de **trois millions deux cent mille euros (3 200 000 EUR, équivalent approximativement à trois millions six-cent cinquante mille dollars des États-Unis (3 650 000 USD)**, et un don, au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette, d'**un million cent quatre-vingt-cinq mille euros (1 185 000 EUR, équivalent approximativement à un million trois-cent cinquante mille dollars des États-Unis (1 350 000 USD)**, qui seront régis par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport;

à la République du Sénégal un prêt, à des conditions particulièrement favorables, de **cinq millions sept cent mille euros (5 700 000 EUR, équivalent approximativement à six millions cinq-cent mille dollars des États-Unis (6 500 000 USD)**, qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport;

à la République du Tchad un prêt, à des conditions particulièrement favorables, de **huit cent soixante-quinze mille euros (875 000 EUR, équivalent approximativement à un million de dollars des États-Unis (1 000 000 USD)**, et un don, au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette, de **trois millions cinq cent cinq mille euros (3 505 000 EUR, équivalent approximativement à quatre millions de dollars des États-Unis (4 000 000 USD)**, qui seront régis par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, afin de financer une partie du Programme conjoint Sahel en réponse aux défis COVID-19, conflits et changements climatiques (SD3C), accordera un don de **d'un million**

**sept cent dix mille euros (1 710 000 EUR, équivalant  
approximativement à deux millions de dollars des États-Unis  
(2 000 000 USD)** au Secrétariat exécutif du G5 Sahel pour une durée  
de trois ans, à des conditions qui seront conformes en substance aux  
modalités et conditions présentées au Conseil d'administration."

Annexe I: à la page 30, les paragraphes 27 et 28 sont modifiés en EUR comme suit:

1. La contribution du FIDA au don s'élève à 2,0 millions d'USD **(équivalent approximativement à 1,7 million d'EUR)**, dont 810 500 USD **(équivalent approximativement à 710 000 EUR)** (40,5%) sont affectés aux coûts de gestion (dépenses d'investissement et dépenses récurrentes) du Secrétariat exécutif du G5 Sahel. Ces coûts couvrent les salaires d'une équipe composée de trois spécialistes (responsable technique, spécialiste du suivi-évaluation, et spécialiste des questions administratives et financières), l'audit annuel, les missions de supervision, l'organisation des réunions de coordination en ligne, le suivi-évaluation et les matériels des technologies de l'information, la formation du personnel et l'élaboration de procédures administratives et financières.
2. Les fonds du don seront complétés par les montants rétrocédés à l'opération de financement régional SD3C par les pays participants pour prendre en charge la mise en œuvre des activités régionales (telles qu'elles sont décrites en détail dans le rapport principal). Les fonds rétrocédés pour financer des activités régionales se chiffrent à 4,1 millions d'USD **(équivalent approximativement à 3,6 millions d'EUR)**. Le montant total du financement régional s'élève à 6,1 millions d'USD **(équivalent approximativement à 5,4 millions d'EUR)**; les coûts de gestion (810 500 USD, **équivalent approximativement à 710 000 EUR**) représentent 13,2% du coût total, ce qui est largement dans les limites établies par les directives du FIDA.

#### Appendices

Il convient d'ajouter l'appendice X présenté ci-après:

## **Appendix X: Joint action with G5Sahel+1 by Rome Based Agencies**

The project is part of the United Nations Integrated Strategy for the Sahel (UNISS) at the level of the "Resilience" pillar. It will help promote regional integration in West Africa through G5Sahel.

The creation of the G5 Sahel in 2014 to address the current security crisis in the region was followed by the definition of the development and security strategy (SDS) of its member countries. This strategy identifies several areas of intervention and the necessary investments in each of them. It implements operational measures through priority investment programs (PIP).

The "resilience and development" axis of the SDS aims at the acquisition of production capacities, the rational management and development of natural resources, the creation of wealth and access to basic social services as well as the sustainable improvement of the food and nutritional situation.

The Rome-based United Nations (RBA) agencies of the World Food and Agriculture Organization (FAO), the International Fund for Agricultural Development (IFAD) and the World Food Program (WFP) have a common goal strengthen the subsistence resources and production systems of rural, vulnerable and food insurgent populations. Their complementary fields of action have led these institutions to initiate a rapprochement, in order to coordinate their interventions and increase their impact on the beneficiary populations.

In view of the many challenges facing the populations of the Sahel, the RBA is committed to adopting a coherent and coordinated approach in this region, developed within the framework of a common strategy based on the following objectives:

- 1) Strengthen the living conditions of vulnerable populations through better access to food, quality basic services and infrastructure;
- 2) Address the root causes of vulnerabilities in rural communities, including vulnerabilities to disasters and climate risks to improve resilience of livelihoods, food security and nutrition; and
- 3) Improve social inclusion and gender disparities, peaceful dialogue and the management of conflicts related to natural resources in order to contribute to the building and maintenance of peace.

In February 2018, the Permanent Secretariat of the G5 Sahel, FAO and WFP signed a 3-year Letter of Understanding to form a coalition to support the implementation of the actions of the Resilience and Human Development Axis of the G5 Sahel. . The objective of the agreement is to combine efforts, applying the principle of subsidiarity, with actors working in the field of resilience, food and nutritional security. Their collaboration promotes efficiency and sustainability in the implementation of G5 Sahel resilience programs in order to facilitate decision-making and catalyze the efforts of member countries and partners in scaling up interventions.

By 2020 IFAD will join this agreement by co-signing an expanded MOU involving IFAD, FAO, WFP and the G5 Sahel Secretariat for the period 2021-2024. IFAD's involvement in this formal agreement is justified in particular by its involvement in building the production capacities, income and resilience of poor rural populations in the Sahel region.

This regional initiative will be implemented in the five G5 Sahel countries as well as in Senegal. As part of the “resilience and development” axis of the SDS, it will target border areas where there are conflicts, crises and serious environmental challenges and will aim to improve the economic opportunities of rural producers by focusing on focus on the most vulnerable groups (women and youth, landless, transhumant pastoralists) by adopting sustainable production practices and social cohesion approaches.

**Element 1.** The joint action of the G5Sahel+1 (6 governments) and the three agencies (FAO-WFP-IFAD) implements the UNISS strategy in favor of resilience, which constitutes a major axis of the priority investment program (PIP) of the G5 Sahel and the member countries. The SD3C program materializes the tripartite coalition formalized for the period 2018-2020 between the Executive Secretariat of the G5 Sahel, FAO and WFP to support the implementation of actions of the Resilience and Human Development Axis of the G5 Sahel. IFAD is in the process of joining this LoI for period 2021-2024. During implementation each partner (G5+1, government, FAO, IFAD, WFP) will have clear tasks and responsibilities as described in project documents and project implementation manual.

**Element 2.** The approaches developed in the Sahel by the three agencies make it possible to meet the challenges of emergency, development and peace by combining their mandates and comparative advantages, and by organizing them territorially according to a phasing based on complementarity, but also on synergy with other stakeholders and actors. The program is based on a strong integration of lessons learned from the implementation of projects supported by the three agencies in the six countries.

**Element 3.** The program's strategy is based on the rapid scaling up of proven and documented solutions and approaches in the context of the G5 Sahel. The FAO-WFP-IFAD experiences in the Sahel offer reasonable guarantees for the rapid and controlled start of SD3C program activities under the 3 challenges addressed: COVID19, climate change and conflicts. This synergetic approach of 3 RBM and alliance of partners will also help to raise more funds for Sahel rural areas from a variety of government partners and to complement government efforts.

**Element 4.** The targeting strategy will be enriched by the methodology and practices implemented by agencies in the Sahel for: (i) the analysis of livelihoods in relation to the dynamics of shocks and threats to resilience; and (ii) household economic analysis for the identification of households eligible for productive support as well as the identification of young people particularly subject to the risk of migration or aspiration into trafficking networks.

**Element 5** The area of intervention exposes the program to the risk of insecurity given the recurrence of armed attacks, particularly in cross-border areas. The experiences acquired by the three agencies in similar contexts will help to moderate this risk in compliance with United Nations security guidelines. The establishment of the insecurity alert system in which the local partners will be associated will help to anticipate events that threaten the life of target groups and to take preventive measures, if necessary.

**Element 6.** *SDGs:* The joint action is a concrete and demonstrable outcome of the joint call by members of the WPF, FAO and IFAD for greater collaboration among the three Rome-based agencies to support the Sustainable Development Goals. This call for action led to a Memorandum of Understanding, endorsed by the broad membership, that specifically

encouraged joint/complementary projects utilizing each Party's resources, at a regional level.